



TEXTES REGLEMENTAIRES ET LEGISLATIFS REGISSANT LA DELIMITATION DU DPM

Domaine Public Maritime

*Ces textes sont relatifs à la procédure Délimitation du
Domaine Public Maritime.*

12 AVRIL 2012

Sommaire

Dahir du 1 ^{er} Juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public (BO du 10 Juillet 1914).	3
Instruction du 13 mars 1917 relative au domaine public (mise à jour le 25 février 1925).....	6
Circulaire conjointe du Ministère de l'Equipement et du Transport et Ministère d'Intérieur n°6205 du 16 mai 2011 relative à la délimitation du DPM.....	9
Dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat (B.O. n° 168 du 10 janvier 1916).....	20
Dahir du 8 Novembre 1919 (14 safar 1338) complétant et modifiant le Dahir du 1 Juillet 1914 (7 Chaabane 1332) sur le domaine public (BO n° 3691 du 17 Novembre 1914).....	23

**Dahir du 1 er Juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public
(BO du 10 Juillet 1914).**

EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	MAROC	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS	4.50	6 fr.	7 »
6 MOIS	8 »	10 »	12 »
1 AN	15 »	18 »	20 »

ON PEUT S'ABONNER :
 A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Gouvernement Chérifien, à Paris
 et dans tous les bureaux de postes.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

EDITION FRANÇAISE
 Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.
 Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires (la ligne de 34 lettres,
 et légales } corps 8 **0.30**

Sur 4 colonnes :

Annonces et avis divers } les 10 1^{res} lignes, la ligne. **0.50**
 les suivantes **0.40**

Annonces réclames, la ligne. **0.65**

Pour les annonces importantes, les condi-
 tions sont traitées de gré à gré.
 Réduction pour les annonces et réclames
 renouvelées.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du
 Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au " Bulletin Officiel " du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE :

	PAGES
1. — Dahir sur le Domaine public dans la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien	520
2. — Arrêté viziriel portant ouverture d'un Concours pour six postes de Rédacteurs stagiaires du Personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien - Avis de concours pour l'emploi de Rédacteur stagiaire au Maroc (3 ^e Avis)	530
3. — Arrêté résidentiel constituant une Chambre d'Agriculture à Rabat.	535
4. — Arrêté résidentiel portant nomination des Membres de la Chambre d'Agriculture de Rabat.	536
5. — Arrêté résidentiel relatif à la Chambre de Commerce de Rabat	536
6. — Arrêté résidentiel portant nomination des Membres de la Chambre de Commerce de Rabat.	537
7. — Arrêté résidentiel portant nomination des Membres de la Chambre française de Commerce, d'Industrie, et d'Agriculture de Casablanca	537
8. — Arrêté résidentiel portant promotions et classements dans la hiérarchie spéciale du Service des Renseignements du Maroc occidental.	538
9. — Arrêté résidentiel portant promotions dans la hiérarchie spéciale du Service des Renseignements du Maroc occidental	538
10. — Arrêté résidentiel portant nomination d'un Inspecteur Général des Services Civils	538
11. — Arrangement entre le Gouvernement Ottoman et l'Ambassade de France à Constantinople pour la protection des Sujets Chérifiens originaires de la zone du Protectorat Français	539
12. — Circulaire du Grand Vizir aux Cadis des villes et des ports et aux Cadis indépendants au sujet des transactions immobilières dans les zones d'insécurité	539
13. — Circulaire du Grand Vizir aux Gouverneurs des villes et des ports et aux Cadis de la Région Chaouïa, du Gharb et du Cercle du Sebou au sujet des transactions immobilières dans les zones d'insécurité.	539
14. — Extraits du « Journal Officiel » de la République Française.	540

PARTIE NON OFFICIELLE :

15. — Situation politique et militaire du Maroc à la date du 4 Juillet 1914.	542
16. — Informations du Service des Etudes et Renseignements économiques	542
17. — Direction des Travaux Publics : Avis au sujet de la construction des ports à remorqueurs et barcasses de Mazagan et Mogador; Service des Mines	546
18. — Direction du Service de la Santé et de l'Assistance publiques : Etat du Service de la Santé et de l'Assistance publiques du Protectorat et considérations sur l'Epidémiologie marocaine à la fin de l'année 1913.	547

19. — Service de l'Agriculture : Circonscriptions vétérinaires sanitaires du Service Zootechnique et des Epizooties	561
20. — Service des Domaines (Mois de Juin 1914)	562
21. — Nouvelles et Informations	562
22. — Annonces et Avis divers	563

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR
 sur le Domaine public dans la zone du Protectorat
 Français de l'Empire Chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !
 (Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.
 Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —
 Que Notre Majesté Chérifienne,
 Considérant qu'il existe, dans Notre Empire, comme, d'ailleurs, dans tous les autres Etats, une catégorie de biens qui ne peuvent être possédés privativement parce qu'ils sont à l'usage de tous, et dont l'administration appartient à l'Etat tuteur de la communauté ;
 Considérant que le caractère inaliénable de ces biens qui constituent le domaine public de l'Etat a été rappelé au paragraphe 1 de la circulaire de Notre Grand Vizir insérée au Bulletin Officiel du 1^{er} Novembre 1912 ;
 Considérant qu'il importe de préciser la nature et la situation juridique des biens restant dans le domaine public ainsi que les règles qui président à leur gestion ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Font partie du domaine public au Maroc :

a) le rivage de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées, ainsi qu'une zone de 6 mètres mesurée à partir de cette limite ;

b) les rades, ports, havres et leurs dépendances ;

c) les phares, fanaux, balises et généralement tous les ouvrages destinés à l'éclairage et au balisage des côtes et leurs dépendances ;

d) les cours d'eau de toute nature et les sources qui leur donnent naissance ;

e) les puits artésiens jaillissants ; les puits et abreuvoirs publics ;

f) les lacs, étangs, lagunes et marais salants ;

g) les canaux de navigation, d'irrigation ou de dessèchement exécutés comme travaux publics ;

h) les digues, barrages, aqueducs, canalisations et autres ouvrages exécutés comme travaux publics en vue de la défense des terres contre les eaux, de l'alimentation des centres urbains ou de l'utilisation des forces hydrauliques ;

i) les routes, rues, chemins et pistes, les chemins de fer ou tramways, les ponts et généralement les voies de communication de toute nature à l'usage du public ;

j) les lignes télégraphiques et téléphoniques, les pylônes de la télégraphie sans fil ;

k) tous les ouvrages de défense et de fortification des places de guerre ou des postes militaires et leurs dépendances ;

Et, en général, toutes les parties du territoire et tous les ouvrages qui ne peuvent être possédés privativement comme étant à l'usage de tous.

ART. 2. — Sont maintenus les droits de propriété, d'usufruit ou d'usage légalement acquis sur le domaine public antérieurement à la publication du présent Dahir.

Les propriétaires ou usagers qui, soit à la suite du présent Dahir, soit à la suite d'un Arrêté de délimitation dans le cas prévu à l'article 7, ont établi, devant l'Administration ou les tribunaux compétents, l'existence de ces droits, ne peuvent être dépossédés que par la voie de l'expropriation.

ART. 3. — Toute propriété privée est soumise aux servitudes de passage, d'implantation d'appui et de circulation nécessaires pour l'établissement, l'entretien et l'exploitation des lignes télégraphiques et téléphoniques, des pylônes de la télégraphie sans fil et des conducteurs d'énergie électrique compris dans le domaine public.

ART. 4. — Le domaine public est inaliénable et imprescriptible.

ART. 5. — Toutefois, les portions du domaine public qui seraient reconnues sans utilité pour les besoins publics pourront être déclassées par Arrêté du Grand Vizir rendu sur la proposition du Directeur Général des Travaux Publics et feront retour au domaine privé de l'Etat.

ART. 6. — En vertu d'une délégation permanente, le domaine public est administré par le Directeur Général des Travaux Publics ou par les agents de l'Etat désignés à cet effet par Dahir.

Tout acte d'administration comportant occupation ou amodiation du domaine public devra être préalablement revêtu du contreseing du Directeur Général des Services Financiers.

ART. 7. — Les limites du domaine public sont déterminées, quand il y a lieu, par Arrêté viziriel rendu après enquête publique sur la proposition du Directeur Général des Travaux Publics.

Pendant une durée de six mois à dater de la promulgation de l'Arrêté de délimitation, sont recevables les revendications des tiers fondées sur l'existence de droits de propriété ou d'usage antérieurs au présent Dahir et maintenus par l'article 2 ci-dessus. Pour chaque portion du domaine public délimitée, il est dressé un sommier mentionnant exclusivement les droits de cette nature qui ont été admis par l'Administration dans le délai ci-dessus mentionné et ceux qui, signalés en temps utile, ont été reconnus dans la suite par l'autorité judiciaire.

Les réclamations des tiers fondées sur une fixation inexacte des limites du domaine public sont recevables dans le même délai.

ART. 8. — Les contestations relatives au domaine public ressortissent exclusivement de la juridiction des tribunaux français.

Fait à Rabat, le 7 Chaabane 1332.

(1^{er} Juillet 1914).

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 3 Juillet 1914.

Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

portant ouverture d'un Concours pour six postes de Rédacteurs stagiaires du Personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien.

(3^e Avis)

LE GRAND VIZIR,

Vu le Dahir du 11 Djoumada el Oula 1331 (18 avril 1913) relatif au recrutement, à l'avancement et à la discipline du personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien ;

Vu l'Arrêté viziriel du 26 Djoumada el Oula 1332 (22 avril 1914), instituant un concours pour le recrutement des Rédacteurs stagiaires du personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien et le programme y annexé ;

Instruction du 13 mars 1917 relative au domaine public (mise à jour le 25 février 1925)

13 MARS 1917

**INSTRUCTION DU 13 MARS 1917 RELATIVE AU
DOMAINE PUBLIC (mise à jour le 25 février 1925)**

EXTRAIT

II- Domaine public délimité

Les limites du domaine public sont régulièrement fixées :

1) Soit par arrêté pris dans les conditions fixées par le titre 1er du dahir du 16 avril 1914 sur les alignements, etc. (arrêté viziriel portant reconnaissance de routes, pistes, etc. et fixant leur largeur; (

2) soit par un arrêté viziriel rendu après enquête publique sur la proposition du Directeur Général des Travaux Publics, par application de l'article 7 du dahir du 1er juillet 1914 précité ,

Lorsqu'une délimitation régulière a eu lieu et a été définitivement homologuée (1), aucun bornage d'immatriculation ne peut empiéter sur cette délimitation administrative (2).

Le service de la conservation de la propriété foncière est tenu au courant par la direction générale des travaux publics des délimitations effectuées comme il est dit au 2^o ci-dessus par le dépôt dans ses bureaux d'un tirage du plan de délimitation. Il en fait mention sur ses cartes ou plans de repérage; il est donc facile d'en tenir compte .

En ce qui concerne les routes et pistes reconnues, les arrêtés viziriels qui en font l'objet sont publiés au Bulletin Officiel du Protectorat avec le tableau des largeurs d'emprise .

III- Domaine public non délimité :

Tout bornage d'immatriculation doit, en principe, exclure de la propriété les portions du domaine public dont l'existence est révélée au cours de cette opération .

Lorsque l'Administration des travaux publics n'est pas représentée à un bornage d'immatriculation, les agents du service foncier doivent s'efforcer de faire respecter les limites du domaine public .

Obligatoirement, si le requérant s'y oppose, le bornage a lieu suivant ses indications, mais il convient de consigner au procès-verbal toutes mentions utiles, relatives à l'incident soulevé en relatant la consistance exacte de la portion du domaine public englobée dans la propriété .

Si un agent des travaux publics est présent, sa revendication est consignée avec tous les détails utiles sur l'annexe au procès-verbal, et le bornage de la parcelle revendiquée est effectué, s'il y a lieu, au même titre que toutes les revendications faites sur le terrain .

Dans le cas où il paraît difficile d'exclure de la propriété certaines parcelles du domaine public, à raison, par exemple, de l'imprécision trop grande de leurs limites ou de leur situation juridique, il y a lieu, en prévenant les intéressés, d'inscrire toutes réserves utiles au procès-verbal, afin de constituer, sur la propriété, au moins une servitude publique pouvant être précisée ultérieurement par une délimitation régulière effectuée par les soins du service des travaux publics. Les objections formulées par le requérant ou les tiers à ce sujet, sont mentionnées au procès-verbal ou sur une annexe .

Ces portions du domaine public sont, en tous cas, nettement figurées au croquis et au plan .

Il convient, au surplus, de s'inspirer, suivant les circonstances, des règles générales ci-après :

1) -Rivage de la mer

Lorsque la limite des plus hautes eaux n'a pas été fixée administrativement, elle peut être reconnue approximativement d'après l'aspect général du rivage et les renseignements recueillis sur place; la limite atteinte par les eaux ordinaires est marquée souvent par un changement de la pente et de la nature du sol : fin de la plage de sable, pied de la dune, origine de la végétation etc... Les plus hautes mers d'équinoxe s'élèvent, en général, sensiblement au delà de cette limite .

C'est à compter de la limite des hautes mers de plus fort coefficient que doit être mesurée la zone de 6 mètres réservée au domaine public .

Circulaire conjointe du Ministère de l'Équipement et du Transport et Ministère d'Intérieur n°6205 du 16 mai 2011 relative à la délimitation du DPM.

المملكة المغربية

وزارة التجهيز والنقل

وزارة الداخلية

دورية مشتركة رقم لوزير الداخلية ووزير التجهيز والنقل بتاريخ

إلى

- السادة ولاة الجهات وعمال العمالات والأقاليم المتوفرة على واجهة بحرية
- السادة المديرين الجهويين والإقليميين للتجهيز والنقل بالجهات والعمالات
والأقاليم المتوفرة على واجهة بحرية

الموضوع: بخصوص تحديد الملك العمومي البحري.

المرفقات: - دليل عملي لمسطرة تحديد الملك العمومي البحري.

- نموذج لبرنامج العمل.

سلام تام بوجود مولانا الإمام دام له النصر والتمكين،

وبعد، يشكل الملك العمومي البحري أحد أهم مكونات الأملاك العامة للدولة، خاصيتها المشتركة أنها موضوعة رهن إشارة العموم إما بصفة مباشرة كالشواطئ أو بصفة غير مباشرة عن طريق مرافق عامة كالموانئ، كما أحاطها المشرع بحماية خاصة تتجلى أساسا في عدم قابلية هذه الأملاك للتفويت أو الحجز أو التملك عن طريق التقادم.

ويمثل الملك العمومي البحري رهانا ذا أهمية كبرى بالنسبة للنسيج الاقتصادي والاجتماعي، وذلك لاعتباره قبلة لعدد كبير من المصطافين ولما يتيح من فرص للرفع من حجم وجاذبية الاستثمارات المنجزة بجواره.

غير أنه بالرغم من المجهودات المبذولة من طرف وزارة التجهيز والنقل بتنسيق مع الهيئات والقطاعات الحكومية المعنية لحماية الملك العمومي البحري، يلاحظ أن هذا الملك أصبح عرضة لمجموعة من الاختلالات تتجلى أساسا في تنامي ظاهرة الاستغلال غير القانوني ومحاولة السطو والاعتداء على حرمة وحدوده، وما ترتب عن ذلك من انعكاسات سلبية على رونق وجمالية وبيئة الساحل.

أمام هذه الوضعية، بات من الضروري تكثيف التنسيق وتظافر جهود جميع الهيئات والقطاعات الحكومية المعنية للإسراع في استكمال عمليات تحديد الملك العمومي البحري عبر وضع خطة عمل ناجعة لحماية هذا الملك وتحسين حدوده وفق الأسس والضوابط القانونية والتنظيمية الجاري بها العمل، حتى يضطلع بدوره في تحقيق التنمية المنشودة.

وتهدف هذه الدورية المشتركة إلى توضيح المسطرة الإدارية المتبعة لتحديد الملك العمومي البحري مع وضع برنامج عمل لتسريع وتيرة التحديد .

أولاً: مسطرة إجراء البحث العمومي

قبل إجراء البحث العمومي يتعين على السادة المديرين الجهويين والإقليميين السهر على تجسيد حدود الملك العمومي البحري المقترحة بعلامات مؤقتة واضحة المعالم.

ويتم إجراء البحث العمومي بناء على قرار لوزير التجهيز والنقل يتخذ طبقاً لمقتضيات المادة 7 من الظهير الشريف الصادر في 7 شعبان 1332 الموافق لفتح يوليوز 1914 المتعلق بالأملك العامة كما وقع تغييره وتتميمه؛ ويعين هذا القرار على الخصوص ما يلي:

* السلطة المحلية المشرفة على البحث؛

* تاريخ افتتاح وانتهاء مدة البحث ومكان إجرائه؛

* أعضاء اللجنة الإدارية الموضوعة تحت رئاسة السلطة المحلية والمكلفة بدراسة نتائج البحث العمومي.

ولإنجاز عملية البحث العمومي، فإنه يتعين على السادة المديرين الجهويين والإقليميين للتجهيز والنقل القيام بما يلي:

1. إيداع ملف البحث العمومي، المكون من الوثائق المبينة في الدليل المرفق بهذه الدورية، لدى مصالح العمالة أو الإقليم التابع لدائرة نفوذها مقطع الملك العمومي موضوع عملية التحديد على الأقل عشرين (20) يوماً قبل التاريخ المحدد لافتتاح البحث والتي تقوم بإحالته فوراً على السلطة المحلية المشرفة على البحث.

2. إيداع نسخة من قرار إجراء البحث العمومي مرفقاً بالتصاميم ولائحة إحداثيات الحدود لدى كل من كتابة الضبط بالمحكمة الابتدائية المختصة، والمحافظة على الأملك العقارية والرهون، ومصالحة المسح العقاري والخرائطية وكذا بمصالح الوكالة الحضرية التابع لنفوذهم الترابي مقطع الملك العمومي البحري، موضوع عملية التحديد.

كما يتعين على السلطة المحلية، الواقع بنفوذها الترابي المقطع موضوع التحديد، اتخاذ الإجراءات التالية:

1. وضع نسخة من قرار افتتاح البحث والتصاميم المرفقة به وكذا لائحة إحدائيات الحدود المقترحة للملك العمومي البحري رهن إشارة العموم بمكاتبها للإطلاع عليها؛
 2. فتح سجل الملاحظات لتلقي تصريحات وتعرضات من يهمهم الأمر، وذلك طيلة فترة البحث البالغة مدتها شهرا واحدا، مع ترقيمه وتوقيع صفحته الأولى والأخيرة؛
 3. لصق الإعلان عن افتتاح البحث في الأماكن المخصصة لذلك طيلة فترة البحث مع العمل على ضمان إشهار واسع لهذا الإعلان بكافة الوسائل والأماكن، وخاصة بمقر الجماعة الحضرية أو القروية المعنية؛
 4. عقد اجتماع اللجنة الإدارية المذكورة داخل أجل لا يتعدى خمسة عشر (15) يوما الموالية لتاريخ انتهاء مدة البحث، من أجل دراسة الملاحظات المضمنة في سجل الملاحظات وإبداء الرأي بخصوصها. وإن اقتضى الحال، يمكن لها الانتقال إلى عين المكان للنظر في الملاحظات المقدمة؛
 5. إعداد محضر اجتماع اللجنة الإدارية والسهر على توقيعه من طرف أعضائها؛
 6. إرجاع ملف البحث العمومي كاملا مشفوعا بأصل محضر اللجنة الإدارية إلى المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل المعنية، وذلك داخل أجل لا يتجاوز عشرين (20) يوما الموالية لتاريخ انعقاد اجتماع اللجنة.
- وفور توصل المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل بملف البحث العمومي، يتعين عليها إحالته على مديرية الموانئ والملك العمومي البحري داخل أجل لا يتجاوز خمسة عشر (15) يوما مشفوعا برأيها وباقتراحاتها حول الملاحظات والتعرضات التي قد تثار ضد مشروع التحديد.

ثانيا: مسطرة إشهار مرسوم التحديد

يتعين على السادة المديرين الجهويين أو الإقليميين للتجهيز والنقل فور صدور مرسوم التحديد بالجريدة الرسمية إيداع نسخة منه رفقة نموذج شهادة اللصق مباشرة لدى السلطة المحلية التي أشرفت على البحث العمومي، قصد لصق مرسوم التحديد الصادر بالجريدة الرسمية بالأماكن المخصصة لذلك لمدة ستة (6) أشهر لتمكين من يهمهم الأمر بإبداء ملاحظاتهم وتعرضاتهم؛ مع العمل على ضمان إشهار واسع لعملية اللصق بكافة الوسائل والأماكن، وخاصة بمقر الجماعة الحضرية أو القروية المعنية.

كما تقوم السلطة المحلية بإرجاع شهادة اللصق إلى المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل داخل أجل أقصاه عشرة (10) أيام الموالية لتاريخ انتهاء المدة المخصصة لإشهار مرسوم التحديد، والتي تحيلها بدورها على مديرية الموانئ والملك العمومي البحري داخل أجل لا يتعدى عشرة (10) أيام الموالية لتاريخ توصلها بها.

ثالثا: تجسيد الحدود

بعد استكمال مسطرة تحديد الملك العمومي البحري، تقوم المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل بالإجراءات التالية :

- وضع الأنصاب النهائية قصد تجسيد حدود الملك العمومي البحري والسهر على صيانتها والمحافظة عليها من كل إتلاف أو تكسير.
- إيداع لدى كل من المحافظة على الأملاك العقارية والرهون ومصالحة المسح العقاري والخرائطية ملفا متضمنا لمرسوم التحديد والتصاميم وشهادة الإدراج في سجل الممتلكات العامة للدولة، قصد تجسيد حدود الملك العمومي البحري على الخريطة الطبوغرافية للمنطقة (mappe cadastrale).
- توجيه نسخة من مرسوم التحديد إلى كل من الوكالة الحضرية والسلطة المحلية المشرفة على البحث وكذا الجماعة الحضرية أو القروية المعنية.

رابعا: برنامج عمل لتسريع عملية التحديد

بلغت نسبة تحديد الملك العمومي البحري على الصعيد الوطني إلى نهاية سنة 2010 ما يقارب 43 % من الطول الإجمالي للشريط الساحلي، مع العلم أن نسبة التحديد التقني بلغت ما يفوق 98 %.

ورغبة في استكمال عملية تحديد هذا الملك في أفق سنة 2012، يتعين على السادة المديرين الجهويين والإقليميين للتجهيز والنقل إعداد برنامج عمل لسنتي 2011 و2012، وذلك بتنسيق تام مع السادة الولاة والعمال المعنيين وكذا مع المصالح المركزية لوزارة التجهيز والنقل وفق النموذج المرفق بهذه الدورية والالتزام بتنفيذه داخل الأجل المحدد.

خامسا: إحداث آليات الأجراء

وسعيا إلى ضمان شروط نجاح هذه العملية، فإنه تقرر إحداث لجنة مشتركة على الصعيد المركزي ولجن إقليمية.

1. اللجنة الوزارية المشتركة: تحدث هذه اللجنة تحت رئاسة السيدين الكاتبين العامين لوزارة الداخلية ووزارة التجهيز والنقل، يعهد إليها القيام بما يلي:

- دراسة وتتبع التقارير الدورية الواردة من العمالات والأقاليم،

- وضع الآليات الكفيلة بحماية الملك العمومي البحري وتتبع عمليات التحديد.

2. **اللجن الإقليمية:** توضع تحت رئاسة السادة ولاة الجهات وعمال العمالات والأقاليم

المتوفرة على واجهة بحرية، وتضم في عضويتها ممثلي المصالح الخارجية التالية :

1. ممثل عن المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل،
2. رؤساء الجماعات المعنية أو من يمثلهم،
3. ممثل عن الوكالة الحضرية،
4. ممثل عن دائرة أملاك الدولة،
5. ممثل عن المحافظة على الأملاك العقارية والرهون،
6. ممثل عن مصلحة المسح العقاري والخرائطية،
7. ممثل عن المندوبية السامية للمياه والغابات ومحاربة التصحر.

وتضطلع هذه اللجن بالمهام التالية:

- السهر على احترام الجدولة الزمنية المحددة لعمليات التحديد ،
- إعداد تقارير على رأس كل ثلاثة أشهر وإحالتها على اللجنة الوزارية المشتركة،
- العمل على فرض احترام حدود الملك العمومي البحري،
- السهر على حماية هذا الملك من كل الاحتلالات غير المشروعة، طبقا للقوانين الجاري بها العمل.

وتؤمن المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل مهام مقرر اللجنة.

ونظرا للأهمية التي يكتسبها هذا الموضوع، فإنه يرجى من السادة ولاة الجهات وعمال العمالات والأقاليم ومن السادة المديرين الجهويين والإقليميين للتجهيز والنقل السهر على تنفيذ محتويات هذه الدورية بالحزم المطلوب، كل في مجال اختصاصه، وتكثيف التنسيق والتعاون مع كافة المصالح الخارجية، خاصة مع المحافظة على الأملاك العقارية والرهون ومصلحة المسح العقاري والخرائطية، لأجل تسريع إنجاز عملية التحديد واحترام الأجال المحددة وفق برنامج العمل المسطر لها على صعيد العمالة أو الإقليم، مع اتخاذ ما يلزم من تدابير لفرض احترام الملك العمومي البحري في إطار القوانين المنظمة له والقوانين ذات الصلة.

والسلام

وزير التجهيز والنقل

وزير الداخلية

دليل عملي لمسطرة تحديد الملك العمومي

تجد مسطرة تحديد الملك العمومي البحري أساسها القانوني في المادة 7 من الظهير الصادر في فاتح يوليوز 1914 المتعلق بالأمالك العامة.

وتهدف هذه العملية إلى ضبط حدود ومكونات الوعاء العقاري لهذا الملك لتمييزه عن الأملاك المجاورة له، وبالتالي تحصينه من كل استغلال أو سطو قد يطاله بصفة غير قانونية.

وتتم هذه المسطرة وفق المراحل التالية :

I. إعداد الملف التقني

يقوم المدير الجهوي أو الإقليمي للتجهيز والنقل بإعداد الملف التقني المتعلق بمقطع الملك العمومي البحري المراد تحديده والمتضمن للوثائق التالية:

1. **مذكرة تقديمية لمشروع التحديد:** تتناول هذه المذكرة المعلومات الأساسية الخاصة بعملية التحديد بما في ذلك اسم المنطقة أو المقطع موضوع التحديد، طوله ومراجع التود الأول والأخير، إضافة إلى الأسباب التي استوجبت عملية التحديد ودورها في حماية الملك العمومي البحري.

2. **تصاميم التحديد:** يتم إعدادها من طرف مهندس طبوغرافي أو مكتب دراسات مختص بطلب وتوجيه من الإدارة، حيث يتم إبراز الحدود المقترحة للملك العمومي البحري بلون مميز وكذا تبيان حدود العقارات المتداخلة معه أو المتواجدة فوقه أو بجواره.

3. **اللائحة التجزئية (état parcellaire):** توضح الوضعية العقارية للأملاك المتداخلة معه أو المتواجدة فوقه أو بجواره (محفظة، في طور التحفيظ أو غير محفظة)، مراجع الرسوم العقارية ومطالب التحفيظ إن وجدت، مساحة الأملاك المتواجدة فوقه أو المتداخلة معه، هوية وعناوين الملاك وكذا كل المعطيات المتعلقة بهذه الأملاك .

4. **لائحة إحداثيات الحدود (Y,X).**

يقوم المدير الجهوي أو الإقليمي للتجهيز والنقل بإرسال هذا الملف إلى مديرية الموانئ والملك العمومي البحري قصد دراسته ومباشرة مسطرة البحث العمومي.

II. إعداد ملف البحث العمومي

بعد دراسة الملف التقني، تقوم مديرية الموانئ والملك العمومي البحري بما يلي:

- * إحالة ملخص قرار إجراء البحث العمومي على المطبعة الرسمية قصد نشره بالجريدة الرسمية (نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية)؛
- * إرسال ملف البحث العمومي إلى المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل قصد إيداعه لدى مصالح العمالة أو الإقليم التابع لنفوذها مقطع الملك العمومي موضوع عملية التحديد على الأقل 20 يوما قبل التاريخ المحدد لافتتاح البحث العمومي. ويتكون هذا الملف من الوثائق التالية:

1. قرار إجراء البحث العمومي: يتم توقيعه من طرف وزير التجهيز والنقل أو من ينوب عنه، متضمنا المعلومات التالية : السلطة المحلية المشرفة على البحث العمومي، تاريخ افتتاح وانتهاء البحث العمومي ومكان إجرائه وتركيبية اللجنة الإدارية المكلفة بدراسة نتائج هذا البحث.
2. تصاميم التحديد (مقياس 1/2000) مع لائحة إحداثيات الحدود.
3. سجل الملاحظات.
4. نموذج من شهادة فتح سجل الملاحظات.
5. نموذج من شهادة الوضع والنشر.
6. نسخة من إعلان بافتتاح البحث.

III. مسطرة البحث العمومي

تقوم السلطة المحلية المشرفة على البحث العمومي بالإجراءات التالية :

1. وضع نسخة من قرار افتتاح البحث العمومي و التصاميم المرفقة به وكذا لائحة إحداثيات الحدود المقترحة للملك العام البحري رهن إشارة العموم.
2. فتح سجل الملاحظات لتلقي تصريحات وتعرضات من يهمهم الأمر طيلة فترة البحث البالغة مدتها شهرا واحدا، مع ترقيمه وتوقيع صفحتيه الأولى والأخيرة.
3. لصق الإعلان عن افتتاح البحث العمومي في الأماكن المخصصة لذلك طيلة فترة البحث مع العمل على ضمان إشهار واسع لهذا لإعلان بكافة الوسائل والأماكن، وخاصة بمقر الجماعة الحضرية أو القروية المعنية.
4. عقد اجتماع اللجنة الإدارية المذكورة داخل أجل لايتعدى 15 يوما الموالية لتاريخ انتهاء مدة البحث. وتتكون هذه اللجنة من:

- السلطة المحلية رئيسا،
- رئيس الجماعة المعنية أو من يمثله،
- ممثل عن دائرة أملاك الدولة،

- ممثل عن المحافظة على الأملاك العقارية والرهون،
- ممثل عن مصلحة المسح العقاري والخرائطية،
- ممثل عن المندوبية السامية للمياه والغابات ومحاربة التصحر،
- ممثل عن المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل،
- ممثل عن الوكالة الحضرية.

ويمكن لرئيس اللجنة استدعاء ممثل عن المصالح الخارجية للقطاعات الحكومية الوصية أو التي تدبر الأملاك المجاورة لحدود الملك العمومي البحري موضوع عملية التحديد (الأوقاف والشؤون الإسلامية، الثقافة، ممثل عن العمالة أو الإقليم بالنسبة لأراضي الجماعات السلالية، الخ).

وتبدي هذه اللجنة رأيها حول الملاحظات والتعرضات المحتملة والمثارة ضد مسطرة التحديد، وإن اقتضى الحال تقوم بمعاينة الحدود المقترحة للمقطع موضوع عملية التحديد.

5. إنجاز محضر اجتماع اللجنة الإدارية وتوقيعه من طرف أعضائها.
6. إرجاع ملف البحث العمومي إلى المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل، تحت إشراف مصالح العمالة أو الإقليم المعني، وذلك داخل أجل لا يتعدى 20 يوما الموالية لتاريخ انعقاد اجتماع اللجنة. ويتضمن هذا الملف الوثائق التالية:
 - أصل محضر اللجنة الإدارية؛

▪ أصل سجل الملاحظات موقع من طرف السلطة المحلية المشرفة على البحث؛

▪ شهادة فتح سجل الملاحظات موقعة من طرف السلطة المحلية المعنية؛

▪ شهادة الوضع والنشر موقعة من طرف السلطة المحلية المعنية.

تقوم المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل بإرسال ملف البحث العمومي إلى مديرية الموانئ والملك العمومي البحري مشفوعا برأيها وباقتراحاتها حول التعرضات المثارة، وذلك داخل أجل لا يتعدى 15 يوما من تاريخ توصلها بهذا الملف من طرف السلطة المحلية.

IV. إعداد مشروع مرسوم التحديد

فور توصل المصالح المركزية لوزارة التجهيز والنقل بملف البحث العمومي، تقوم بدراسته وإبداء الرأي حوله:

- في حالتي عدم وجود أي تعرض أو عدم ارتكازها على أي سند قانوني، يتم توقيع مشروع مرسوم التحديد من طرف وزير التجهيز والنقل وإحالته على الأمانة العامة للحكومة قصد عرضه على توقيع السيد الوزير الأول ونشره بالجريدة الرسمية (النشرة العامة).

- في حالة الأخذ بعين الاعتبار التعرضات، يتم إما تعديل الحدود المقترحة للملك العمومي البحري أو أعمال مقتضيات المادة 7 (الفقرة الأخيرة) من ظهير فاتح يوليوز 1914 كما وقع تغييره وتتميمه، والتي تخول لوزير التجهيز والنقل الحق بحيازة الحقوق المعترف بها.

٧. إشهار مرسوم التحديد

فور صدور مرسوم التحديد بالجريدة الرسمية، تقوم مديرية الموانئ والملك العمومي البحري بإرسال نسخة من مرسوم التحديد رفقة نموذج لشهادة اللصق إلى المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل لإيداعه مباشرة لدى السلطة المحلية التي أشرفت على البحث العمومي قصد لصقه لمدة 6 أشهر بالأماكن المخصصة لذلك لتمكين من يهتمهم الأمر بإبداء تصريحاتهم وتعرضاتهم، مع العمل على ضمان إشهار واسع لعملية اللصق بكافة الوسائل والأماكن وخاصة بمقر الجماعة الحضرية أو القروية التي يدخل في نطاق نفوذها المقطع موضوع مرسوم التحديد.

تقوم السلطة المحلية بإرجاع شهادة اللصق إلى المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل داخل أجل لا يتعدى 10 أيام الموالية لتاريخ انتهاء فترة إشهار المرسوم، والتي تقوم بدورها بإحالتها على مديرية الموانئ والملك العمومي البحري مشفوعة برأيها واقتراحاتها حول التصريحات أو التعرضات المحتملة في أجل لا يتعدى 15 أيام الموالية لتاريخ توصلها بشهادة اللصق من طرف السلطة المحلية.

بعد استكمال مسطرة التحديد، تقوم المديرية الجهوية أو الإقليمية للتجهيز والنقل بالإجراءات التالية :

- وضع الأنصاب النهائية قصد تجسيد حدود الملك العمومي البحري والسهل على صيانتها والمحافظة عليها من كل إتلاف أو تكسير.

- إيداع لدى كل من المحافظة على الأملاك العقارية والرهون ومصالحة المسح العقاري والخرائطية ملفا متضمنا لمرسوم التحديد والتصاميم وشهادة الإدراج

في سجل الممتلكات العامة للدولة، قصد تجسيد حدود الملك العمومي البحري على الخريطة الطبوغرافية للمنطقة (mappe cadastrale).

- توجيه نسخة من مرسوم التحديد إلى كل من الوكالة الحضرية والسلطة المحلية المشرفة على البحث وكذا الجماعة الحضرية أو القروية المعنية.

Dahir du 26 safar 1334 (3 janvier 1916) portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'État (B.O. n° 168 du 10 janvier 1916)

DAHIR DU 2 JANVIER 1916 (23 SAFAR 1334)
portant addition aux Dahirs des 8 Avril 1914 (12 Djoumada el Oula 1332) et 26 Avril 1915 (11 Djoumada II 1333) réglementant le régime de l'absinthe et de ses similaires.

LOUANGE A DIEU SEUL :
(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les marchandises ou denrées prévues au Dahir du 8 avril 1914 (12 Djoumada el Oula 1332), et au Dahir modificatif du 26 avril 1915 (11 Djoumada II 1333), restées depuis plus de trois mois de leur débarquement ou de leur réception dans un dépôt ou magasin public, aconage, douane ou autre ou trouvées en quelque lieu que ce soit, sans détenteur connu, ou encore demeurées depuis plus de trois mois sous la garde de tiers qui n'en seraient pas détenteurs au sens de l'article premier du Dahir du 8 avril 1914 (12 Djoumada el Oula 1332), seront, à la diligence de tout depositaire, gardien, inventeur, et même d'office, saisies pour la confiscation en être ordonnée par la juridiction française compétente.

ART. 2. — La destruction aura lieu à la diligence de l'autorité administrative de contrôle ; les frais en seront recouvrés, s'il y a lieu, contre tout condamné comme frais de justice criminelle.

Fait à Rabat, le 26 Safar 1334.
(2 janvier 1916).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 janvier 1916.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
SAINT-AULAIRE.

DAHIR DU 3 JANVIER 1916 (26 SAFAR 1334)
portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;

Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant qu'il importe, afin d'éviter toute contestation avec les riverains, de fixer d'une manière précise les limites du Domaine de l'Etat,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les immeubles pour lesquels il existe présomption de domanialité pourront, sur la demande des autorités intéressées (Eaux et Forêts et Domaines), faire l'objet, dans les formes ci-dessous prescrites, de délimitations ayant pour but d'en fixer la consistance matérielle et l'état juridique.

ART. 2. — Ces délimitations sont effectuées par des Commissions composées d'un représentant de l'autorité administrative de contrôle, d'un agent supérieur des Eaux et Forêts, pour les massifs forestiers, ou d'un Contrôleur des Domaines, pour les autres immeubles domaniaux, du Caïd, assisté des chiouk de sa tribu, et, s'il y a lieu, de deux adoul.

ART. 3. — Un Arrêté Viziriel fixe pour chaque immeuble la date d'ouverture des opérations. Cet Arrêté intervient sur une requête de l'Administration précisant le bien qu'elle entend soumettre à la délimitation et faisant connaître, à titre de simple indication, le ou les noms sous lesquels ce bien est connu, son emplacement, ses limites, les riverains, les enclaves, les droits d'usage ou autres qui paraissent exister.

A partir de cet Arrêté et jusqu'à l'Arrêté d'homologation prévu par l'article 8, aucun acte d'aliénation en propriété ou en jouissance de terrains compris dans le périmètre soumis à la délimitation, ne peut avoir lieu sans un certificat préalable de non opposition délivré par l'Administration intéressée, et ce, à peine de nullité, même au regard des parties.

Pendant ce même délai, aucune demande d'immatriculation ne peut être introduite, si ce n'est par voie d'opposition à la délimitation, ainsi qu'il est dit à l'article 5.

ART. 4. — La date d'ouverture des opérations est portée un mois à l'avance à la connaissance du public par voie de publication et d'affiche faites en français et en arabe.

A cet effet et pendant tout le mois qui précède la délimitation, l'Arrêté Viziriel ainsi qu'un extrait de la requête de l'Administration sont publiés au *Bulletin Officiel*. De même ils sont publiés par voie de criée pendant tout le mois, aux jours et heures les plus propices, dans les villages et sur les marchés du Caïdat, par les soins du Caïd et des Chiouk.

Enfin, ils sont pendant le même temps affichés dans l'endroit le plus apparent des locaux des Mahakmas de Cadis, de la Conservation Foncière, de l'autorité administrative de contrôle, du Tribunal de Paix et du Tribunal de première Instance, dans la circonscription desquels se trouve l'immeuble en cause.

Ces publications et affichages, outre l'extrait de l'Arrêté Viziriel et de la requête de l'Administration, contiennent toutes prévisions utiles sur le point de départ et sur la marche probable des opérations.

ART. 5. — Aux jour, lieu et heure, fixés par les publications, la Commission commence la reconnaissance et le bornage des limites. Toutes mesures sont prises pour donner sur le terrain même la plus large publicité à l'arrivée de la Commission, au commencement des travaux, et pour que la reconnaissance des limites se poursuive autant que possible en présence des intéressés.

Toute opposition à la délimitation, soit qu'on conteste les limites, soit qu'on prétende à un droit sur les surfaces délimitées, est faite sur le terrain même entre les mains de la Commission qui le constate à son procès-verbal, ou entre les mains du représentant local de l'Autorité administrative de Contrôle ainsi qu'il va être dit.

La Commission dépose entre les mains de ce fonctionnaire, à la fin de ses travaux, le procès-verbal de la délimitation accompagné d'un croquis. Le dépôt est annoncé au *Bulletin Officiel* ; il est, en outre, publié et affiché dans la forme prévue à l'article 4. Le procès-verbal est tenu à la disposition des intéressés.

Les opposants, outre leur droit de faire opposition sur le terrain entre les mains de la Commission, ont un délai de trois mois, à partir de l'insertion au *Bulletin Officiel* annonçant le dépôt du procès-verbal, pour se faire connaître au représentant local de l'autorité administrative de contrôle par une déclaration écrite indiquant l'objet et les moyens de l'opposition. Si la déclaration est verbale, il en est obligatoirement dressé procès-verbal par l'autorité qui la reçoit. Ces déclarations sont annexées au procès-verbal de la délimitation ainsi qu'un relevé des oppositions faites directement entre les mains de la Commission.

Trois mois après l'insertion au *Bulletin Officiel* de la date du dépôt du procès-verbal, aucune opposition, ni revendication n'est plus admise, et les opérations de délimitation deviennent définitives aux conditions fixées par les articles 6, 7 et 8.

ART. 6. — L'opposition formée suivant l'article 5 ne peut sortir effet qu'à charge par l'opposant, dans les trois mois qui suivent l'expiration du délai imparti pour les oppositions, de déposer une réquisition d'immatriculation qui est nécessairement instruite quelle que soit la région de situation des biens, mais en tant seulement qu'elle porte sur la délimitation administrative. Faute par l'opposant de ce faire, il est déchu, sous réserve des droits qu'a pu, dans ce délai, lui reconnaître l'Administration, par exemple par un avenant au procès-verbal de la Commission constatant une modification à la délimitation primitive.

La réquisition d'immatriculation est déposée au nom et aux frais de l'opposant.

ART. 7. — A l'expiration du délai imparti pour le dépôt des réquisitions, le procès-verbal de la Commission, avec la copie des réquisitions déposées, est transmis à l'autorité supérieure aux fins d'homologation.

ART. 8. — L'homologation est prononcée par un Arrêté Viziriel inséré au *Bulletin Officiel*. Elle fixe d'une manière irrévocable la consistance matérielle et l'état juridique de l'immeuble délimité, sous la seule réserve des

surfaces antérieurement immatriculées qui sont nécessairement exclues de la délimitation administrative et des immatriculations à intervenir sur les réquisitions jointes au procès-verbal qui fait l'objet de l'homologation.

ART. 9. — Toutes les dispositions des lois et règlements en vigueur ou à intervenir relativement à la conservation ou à la régie du Domaine de l'Etat sont applicables aux immeubles soumis à la délimitation et même aux parcelles litigieuses de ces immeubles jusqu'à la solution des litiges.

Fait à Rabat, le 26 Safar 1334.
(3 janvier 1916).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 janvier 1916.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
SAINT-AULAIRE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1915

(28 SAFAR 1334)

portant augmentation du nombre des membres de la Commission municipale de Kenitra et renouvellement des pouvoirs.

LE GRAND VIZIR,

Vu le Dahir du 1^{er} avril 1913 (24 Rebia Tani 1331), relatif à l'organisation des Commissions Municipales dans les ports de l'Empire Chérifien ;

Vu le Dahir du 23 décembre 1914 (5 Safar 1333), instituant une Commission Municipale à Kenitra ;

Vu l'Arrêté Viziriel du 23 décembre 1914 (5 Safar 1333), portant nomination des membres de la Commission Municipale de Kenitra,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la Commission Municipale de Kenitra :

MM. TORT, Camille, Prosper ;
HUMBLOT, Charles, Guillaume.

ART. 2. — Les pouvoirs des autres membres en exercice sont renouvelés pour une année.

Fait à Rabat, le 20 Safar 1334.
(28 décembre 1915).

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 janvier 1916

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
SAINT-AULAIRE.

Dahir du 8 Novembre 1919 (14 safar 1338) complétant et modifiant le Dahir du 1 Juillet 1914 (7 Chaabane 1332) sur le domaine public (BO n° 3691 du 17 Novembre 1914)

mandes de permis enregistrées par le Service des Mines de Rabat sous les n° 187, 209, 213 est le suivant : 187, 209, 213.

Fait à Rabat, le 9 Safar 1338,
(3 novembre 1919).

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 12 novembre 1919.
Le Délégué à la Résidence Générale,
U. BLANC.

DAHIR DU 8 NOVEMBRE 1919 (9 Safar 1338)
instituant un ordre de priorité entre plusieurs demandes
de permis de recherches minières

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'arrêté viziriel du 17 juin 1919 (18 Ramadan 1337) ouvrant une nouvelle région à l'application du règlement minier et fixant la durée de la période pendant laquelle les demandes seront considérées comme simultanées ;

Vu le dahir du 9 juin 1918 (29 Chaabane 1336), déterminant la procédure à suivre pour établir l'ordre de priorité entre les demandes concurrentes ;

Vu les demandes de permis déposées le 4 août 1919 au Service des Mines de Rabat par M. Malaussène, mandataire de M. Busset, et enregistrées sous les n° 133 et 134 ;

Vu les demandes de permis déposées le 5 août 1919 au Service des Mines de Rabat par M. de la Tourrette d'Ambert, et enregistrées sous les n° 192 et 193 ;

Vu le rapport du 13 octobre 1919 du chef du Service des Mines ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'ordre de priorité entre les demandes de permis enregistrées par le Service des Mines de Rabat, sous les n° 133, 134, 192, 193, est le suivant : 192, 193, 133, 134.

Fait à Rabat, le 9 Safar 1338,
(3 novembre 1919).

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 12 novembre 1919.
Le Délégué à la Résidence Générale,
U. BLANC.

DAHIR DU 8 NOVEMBRE 1919 (14 Safar 1338)
complétant et modifiant le dahir du 1^{er} Juillet 1914
(7 Chaabane 1332) sur le domaine public.

Exposé des motifs

En vue d'assurer l'utilisation la plus méthodique des richesses hydrauliques du Maroc, le dahir ci-dessous incorpore au domaine public les eaux dont le dahir du 1^{er} juillet 1914 avait laissé la libre disposition aux particuliers.

Cette extension du domaine public sauvegarde cepen-

dant tous les droits de propriété, d'usufruit ou d'usage qui ont pu être légalement acquis. Les règles de 1914 ne sont sur ce point modifiées en aucune façon.

Un dahir ultérieur précisera dans quelles conditions se fera la gestion du domaine hydraulique ainsi constitué.

**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de Notre dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 Chaabane 1332) sur le domaine public, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« **ARTICLE PREMIER.** — Font partie du domaine public dans la zone française de Notre Empire :

« a).....

« b).....

« c).....

« d) Toutes les nappes d'eau, qu'elles soient superficielles ou souterraines ; les cours d'eau et les sources de toute nature ;

« e) Les lacs, étangs, lagunes, marais salants et marais de toute espèce. Sont considérées comme rentrant dans cette catégorie, les parcelles qui, sans être couvertes d'une façon permanente par les eaux, ne sont pas susceptibles en année ordinaire d'utilisation agricole (merjas, etc...) ;

« f) Les puits artésiens jaillissants ; les puits et abreuvoirs publics ;

« g) ; h), etc. Le reste de l'article sans modifications. »

Art. 2. — L'article 7 de Notre dahir susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, le Directeur Général des Travaux Publics peut, lorsqu'il le juge utile, prendre immédiatement possession des terrains visés à l'arrêté de délimitation, sous réserve des droits des tiers. »

Fait à Rabat, le 14 Safar 1338,
(8 novembre 1919).

Vu pour promulgation et mise à exécution.
Rabat, le 11 novembre 1919.
Le Délégué à la Résidence Générale,
U. BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 NOVEMBRE 1919

(9 Safar 1338)

portant déclassement de trois parcelles de terrain à Salé dépendant du domaine public en vue de leur incorporation au domaine privé de l'Etat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'accord intervenu entre les divers services intéressés et M. Busset au sujet d'un échange de terrains aux abords de la porte de Mellah, à Salé ;

Vu le plan des lieux ;

Vu l'avis du Conducteur des travaux publics, chef des